

Sécurité alimentaire et agricultures familiales : Expériences d'AVSF en Afrique

ACTES DE LA TABLE RONDE ORGANISÉE À L'OCCASION DE L'ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE D'AGRONOMES ET VÉTÉRINAIRES SANS FRONTIÈRES





Sécurité alimentaire et agricultures familiales ; expériences d'AVSF en Afrique

C'est autour de la question de la sécurité alimentaire des paysanneries pauvres, et des moyens de s'en approcher, illustrés par l'expérience d'AVSF en Afrique, que 200 personnes se sont rencontrées le 22 juin 2012 à Paris.

Atteindre une sécurité alimentaire suppose dans la majorité des pays de doubler ou tripler la productivité du travail et des hectares agricoles, en milieu paysan. C'est un grand pas à franchir ; il ne suppose pas forcément de gros investissements, qui seraient le plus souvent hors de portée des petits paysans, mais il peut être franchi par un accompagnement adapté et une évolution raisonnée des pratiques agricoles. L'expérience des partenaires d'AVSF en Afrique, comme par exemple celle de l'association NINNABA au Sénégal, a expliqué M. Omar Mané, agriculteur dans le région de Kolda en Casamance, le montre bien, chiffres à l'appui.

Mais un succès dans une région ne suffit pas, et pour AVSF, l'objectif n'est pas de multiplier les projets locaux ; plutôt de contribuer à un changement d'échelle, comme l'a expliqué M. Paulin HYAC, de Madagascar. Il a montré par exemple que la micro irrigation, avec des matériels simples, fabriqués dans le pays et distribués dans plusieurs régions où l'eau est rare, permettent de multiplier par 6 les surfaces irriguées, tout en diminuant le travail nécessaire.

En l'absence de Monsieur Seydou KEITA, responsable agricole malien, qui n'a pu obtenir son visa et venir témoigner, M. Guy DURAND a exposé, sur la base de l'exemple de l'Equateur où il est très actif avec Agrocampus-Ouest à Rennes et AVSF, comment les circuits courts de commercialisation peuvent être un moyen de promotion économique de l'agriculture paysanne, à l'échelle de grandes régions ou d'un pays, et contribuer à la sécurité alimentaire ■

PROGRAMME DE LA TABLE-RONDE

Animation : Bruno CRAS, journaliste et chroniqueur sur Europe 1

14 h 30 - 15 h : Accueil des participants

15 h - 15 h15 : Introduction

Claude ROGER

Président AVSF

15 h 15 - 16 h : Présentation de trois expériences d'appui aux agricultures familiales menées par AVSF et ses partenaires à Madagascar, au Sénégal et dans les Andes

Monsieur Omar MANE

Coordinateur d'ADC NINNABA, association de développement communautaire, pour la sécurité alimentaire dans la région de Kolda au Sénégal

Monsieur Paulin Hyac RAKOTOARISOA

Coordinateur National d'AVSF à Madagascar

Monsieur Guy DURAND

Professeur à AGROCAMPUS Ouest, administrateur AVSF, associé à un programme AVSF de recherche et développement sur les circuits courts dans les Andes

16 h -17 h : Expression des participants à la table ronde

Avec la participation de :

Madame Esther KAMATARI

Conseillère, Déléguée aux relations et à la solidarité internationale - Boulogne Billancourt

Monsieur Adama N'DONGO

Secrétaire général du Fonds Mondial de la Diaspora Africaine - France

Monsieur Thierry CHASLES

Agriculteur, membre du conseil d'administration d'Agriculteurs et Développement International (AFDI)

Monsieur Michel PINEL

Président d'Expert'1al (expert/conseil auprès des entreprises et organisations agroalimentaires)

17 h - 17 h 45 : Débat avec les participants

17 h 45 - 18 h : Conclusions

Actes de la Table ronde

“Sécurité alimentaire et agricultures familiales ; expériences d'AVSF en Afrique”

Table ronde organisée
à AgroParisTech-ENGREF,
à Paris,
le vendredi 22 Juin 2012





Claude ROGER, Président d'AVSF :

Merci à vous tous et à vous toutes de nous avoir rejoints pour cet après-midi d'échanges.

Je voudrais vous dire en quelques mots ce qu'est AVSF : C'est une association d'environ 400 membres actifs en France, qui s'est donné pour mission d'accompagner des paysans dans une vingtaine de pays du monde où ils vivent difficilement de leur activité. Nous les accompagnons bien qu'ils n'aient rien, peu de terres, souvent de mauvaises terres, un accès difficile à l'eau, peu d'argent pour investir, peu de services ruraux à leur disposition.

Mais ils ont l'essentiel : de la volonté, une connaissance de leur terroir que nous n'aurons jamais, une société dans laquelle ils vivent. Et nous considérons qu'en mettant des équipes à leurs côtés nous pouvons les aider à deux choses principalement : que leurs manières de produire soient plus efficaces tout en respectant leurs terroirs, sans dégrader les sols, l'eau, les forêts qui les entourent, pour aller vers une autonomie alimentaire. Et qu'ils se regroupent pour être plus forts, pour investir ensemble, pour défendre leurs droits ensemble.

Voilà ce qu'est AVSF, dans son esprit. Nous n'apportons ni la science, ni des capitaux, ni des matériels, ni une quelconque supériorité. Nous accompagnons des groupes de paysans pour qu'ils puissent conquérir des moyens de vivre dans de bonnes conditions chez eux.

Je veux remercier maintenant l'ENGREF qui nous accueille et son Directeur, qui n'a pas pu être présent physiquement cet après-midi. Je veux aussi remercier Benoit Bouyx, qui est bénévole à AVSF et qui est le Délégué régional pour la Région Ile de France, et l'organisateur principal de nos deux journées : après la table ronde de cet après-midi, nous aurons en effet demain notre Assemblée générale statutaire. Je remercie aussi Elisabeth Muller, membre du Bureau d'AVSF, qui a très largement contribué à la préparation de cette réunion.

Je veux aussi remercier –à tout seigneur, tout honneur dit-on parfois – deux ministre et ancien ministre qui nous ont fait l'amitié de nous adresser des messages : Kofi YAMGANE, qui fut Ministre et qui est malheureusement indisponible pour raisons de santé, et Pascal CANFIN, récent Ministre du Développement, qui nous a adressé un message louangeur sur nos activités, tellement louangeur que je ne

vous le livre pas : notre modestie en souffrirait gravement !

Je remercie enfin tous ceux qui nous font l'honneur d'être présents ou représentés aujourd'hui parmi nous.

L'idée générale de la table ronde de cet après-midi est de donner la parole majoritairement à des Africains pour parler de l'Afrique et de la recherche de la sécurité alimentaire en Afrique.

Bruno CRAS, journaliste qui fait notamment une critique cinématographique régulière sur Europe 1, va orchestrer nos échanges, et je lui laisse maintenant la parole.



Bruno CRAS, journaliste :

Bonjour.

Voici comment nous allons procéder cet après-midi : 3 témoins vont apporter leur expérience locale à l'aide d'un petit visuel, chacun pendant environ 20 minutes, et vous pourrez suivre ce qu'ils ont fait

chacun à leur manière dans leur pays. Ensuite, après chacun de ces 3 exposés, il y aura 4 intervenants qui sont parmi nous, au cœur de la salle, et qui poseront des questions à chacun de ces témoins, pendant 20 minutes. Enfin, ce sera à la salle de s'exprimer pendant la dernière demi-heure. Tous ceux qui le souhaitent pourront donc poser des questions.

Nos trois témoins sont :

- Omar MANE, qui nous vient de la région de Kolda, au Sénégal. Il est cultivateur, et fondateur d'ADC Ninnaba, une association de développement communautaire rurale et locale.
- Paulin HYAC, qui vient de Madagascar où il est responsable des activités d'AVSF pour ce pays.
- Seidou KEITA, responsable malien d'une Coopérative d'utilisation de matériel agricole, n'a malheureusement pas pu obtenir son visa, pour répondre à notre invitation et venir en France. C'est donc Guy DURAND qui a eu la gentillesse et la sportivité de le remplacer au pied levé. Il est administrateur d'AVSF, professeur à Agrocampus Ouest à Rennes, et à ce double titre il agit dans différents pays des

Andes et notamment en Equateur. Il nous parlera de ce pays.

Dans la salle, les intervenants que nous avons sollicités pour intervenir après chaque exposé sont :

- Princesse Esther KAMATARI : de sang royal, elle a vécu des événements difficiles dans le Burundi, son pays. Après avoir été top model, elle s'est orientée vers l'action humanitaire, et elle a écrit un livre, "Princesse des Rugo". Elle est conseillère municipale à Boulogne-Billancourt, chargée de la solidarité internationale.
- Adama N'DONGO est secrétaire général de FMD France , le Fonds mondial des diasporas. Il est également président de l'IDEM, Initiatives pour le développement économique par la micro-finance.
- Thierry CHASLES est agriculteur en Normandie, et l'un des responsables nationaux d'AFDI, que vous connaissez tous.
- Michel PINEL, en Bretagne, est expert en agro-alimentaire pour l'action internationale ; il a fondé "EXPERIAL", une organisation qui innove dans l'agro-alimentaire.

Je laisse maintenant la parole à Omar Mané pour le premier témoignage.



Omar Mané, Coordinateur d'une association de développement communautaire au Sénégal.

Je suis responsable de l'organisation paysanne "ADC Ninnaba" dans la région de Kolda, en Casamance. Merci à AVSF qui a bien voulu m'inviter à cette rencontre.

Je vous présente donc mon témoignage concernant la sécurité alimentaire au Sénégal où l'agriculture est une composante essentielle de l'économie : 60 % de la population vit de l'agriculture, qui représente 10% du PIB national.

Dans la région de Kolda d'où je viens, il y a un potentiel agricole très important : c'est la 2^{ème} région du pays pour la production agricole et pastorale, et il y a des terres cultivables et un potentiel d'irrigation. L'agriculture emploie près de 80% des actifs, et génère 70 à 80% des revenus des familles. Mais c'est une région pauvre : ses revenus moyens sont de 340 Euros par an, tandis que le seuil de pauvreté est

estimé à 577 Euros par an. Elle a aussi des difficultés pour couvrir ses besoins alimentaires.

Ninnaba est une organisation paysanne qui est née en 1999, reconnue officiellement en 2000 ; elle compte 50 groupements villageois, avec 1926 producteurs dont 674 hommes et 1252 femmes. Son objectif est d'offrir des services à ses membres : renforcement des capacités techniques, alphabétisation, intrants agricoles, intermédiation financière pour ses membres, équipements agricoles. Sa coopération avec AVSF a débuté en 2009, à travers 2 projets successifs de sécurité alimentaire à destination des ménages ruraux.

Dans ce cadre, nous avons reçu **des formations** en organisation et gestion des coopératives que nous avons mises en place pour l'utilisation de matériels agricoles et de matériels post-récolte mis à notre disposition par AVSF. Nous avons aussi reçu des formations en techniques d'animation pour améliorer notre communication avec la base et pour améliorer certains comportements, et des formations sur les itinéraires techniques et les bonnes pratiques de culture du riz et du maïs.

AVSF nous a aidés aussi en nous apportant pendant le premier projet **des semences** de qualité, que nous n'avons pas l'habitude d'utiliser. En maïs, nous avons semé 155 ha en 2010, soit un hectare par producteur ; et en 2011 les 155 ménages ont semé 67,5 Ha ; en riz, et 277 ménages ont pu semer 108,5 ha en maïs en 2011.

Aménagement hydro-agricole : Cet aménagement réalisé dans le cadre du projet PROFIL dans la vallée Kossy et concerne 14 localités de la zone de l'arrondissement de Dabo. Cette vallée est exploitée depuis des dizaines d'années, et les parties cultivables s'étaient réduites progressivement, notamment avec un ensablement sur certaines terres. L'aménagement a permis de passer de 49 ha à plus de 200 ha cultivés. La reconstruction de la digue permet aux charrettes et aux véhicules de passer et désenclave la zone. Auparavant, la digue disparaissait carrément pendant la période d'hivernage et il fallait faire 14 ou 15 Km pour pouvoir accéder à la route goudronnée (nationale sur l'axe Kolda-Vélingara), ce qui posait d'énormes problèmes, pour l'évacuation des femmes enceintes par exemple à l'hôpital le plus proche.

Matériel post-récolte : Nous avons procédé à une cérémonie officielle de remise du matériel présidée par le Préfet du département acquis

dans le cadre du projet "facilité alimentaire". L'objectif est d'alléger le travail des ménages dans la zone concernée par ce volet du projet, le projet comprenant 5 zones d'intervention.

Nous avons réussi à mettre en place **deux magasins de stockage** de céréales, pour les récoltes et les semences. Pour ceux qui connaissent le Sénégal, dans les villages les maisons sont des cases couvertes de paille. De Janvier à Avril, nous sommes souvent confrontés à des feux de brousse qui peuvent ravager toute une concession et même tout un village, avec une perte énorme de céréales. Donc nous avons insisté auprès d'AVSF pour avoir ces magasins, pour sécuriser nos récoltes.

Nous avons aussi reçu **des équipements agricoles** : charrues, charrettes, semoirs, houes occidentales, mis à la disposition de 2 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA), dans une autre zone d'intervention. Les ménages membres des groupements peuvent accéder aux matériels à moindre coût ; si tu n'es pas membre, il faut que tu paies plus cher, selon des normes spécifiques au groupement du village.

Avec AVSF, nous avons aussi réussi à mettre en place sur le terrain des formations sur **le compostage**. Aujourd'hui, dans certains villages, nous mettons en place des fosses compostières pour pouvoir fertiliser les sols sans engrais chimiques.

Nous avons aussi réussi à relancer avec succès **l'activité maraîchère** qui était réduite. AVSF nous appuie pour la clôture des périmètres, pour la formation aux pratiques de culture selon une démarche agro-écologique, pour le petit matériel horticole. En plus des formations sont dispensées par AVSF sur l'appui à la commercialisation associative.

Pour ce qui concerne **la volaille**, nous avons amélioré notre système de production, après avoir visité une localité près de Vélingara où AVSF avait réalisé un poulailler qui marchait bien. Nous sommes en train de faire une formation sur la conduite d'une bande de poulets, et nous expérimentons l'utilisation de coqs "raceurs" pour améliorer la race locale.

Au final, les résultats obtenus sont importants :

- Dans le domaine du maïs, les rendements étaient de 500 Kg par ha, pour un ménage, et ils sont maintenant de 1200 Kg. Pour le riz,

le rendement moyen était de 937 Kg, et nous sommes passés à 1756 Kg par ha et par ménage. Nous avons réussi notre politique d'autonomisation pour les semences, à hauteur de 60% de nos besoins.

- Nous avons aussi réussi à alléger les travaux. Au Sénégal le battage du riz se fait souvent traditionnellement avec des bâtons, mais aujourd'hui, avec la batteuse, ce problème est résolu. Pour le décorticage et le broyage du riz et du maïs, on utilisait la main, le pilon et le mortier ; aujourd'hui, avec les décortiqueuses et les broyeurs, ce problème est réglé.
- En maraîchage, depuis 2 ans, nous cultivons la pomme de terre, la carotte... et nous obtenons des produits de qualité.
- Au final, nous avons amélioré le niveau de vie des membres, et également de la communauté : Il y a des gens qui bénéficient de nos semences et de nos magasins de stockage sans être membres de nos groupements.
- Dans le domaine de l'élevage laitier, nous avons tenté avec AVSF de mettre en place des unités laitières cette action est en cours de consolidation par des formations pratiques sur l'alimentation, la santé et hygiène du lait. Par contre on peut se féliciter des résultats déjà encourageant dans le domaine de la production, car nous sommes passés par vache et par jour de 0,5 litre à 1 ou 1,5 litre.

Diffusion des résultats : ADC Ninnaba a formé des paysans qui sont ses relais villageois, et qui informent plus largement sur nos résultats.

Nous avons aussi des champs-écoles, des étables-écoles et des parcelles maraîchères de démonstration pour mettre en place des actions-pilotes, former les gens, et diffuser nos résultats. Les autorités locales sont informées de nos actions. Beaucoup de visites et d'échanges ont lieu dans le Département pour voir ce qui se fait ailleurs.

Je vous remercie de votre attention.

(Applaudissements).

Questions des 4 intervenants et réponses de Omar Mané

■ **Bruno Cras** : Je laisse la parole à nos quatre intervenants pour des questions à poser à Omar.

■ **Princesse Kamatari** : Je veux d'abord féliciter Omar parce que l'exemple que vous nous donnez est à suivre : On ne laisse pas les populations au bord de la route, on les intègre dans le développement.

- Il y a une chose qui m'interpelle : vous nous avez dit qu'il y a 674 messieurs et 1252 femmes dans vos groupements : Je voudrais savoir pourquoi cette différence de nombre entre hommes et femmes ?
- Par ailleurs, je voudrais savoir ce qu'est une "houe occidentale" dont vous avez parlé.
- Et si l'on utilise tous ces matériels qui permettent de gagner du temps, je voudrais savoir ce que les femmes font avec le temps gagné ; est-ce qu'elles sont alphabétisées ou scolarisées ?



Omar Mané :

- Notre organisation comprend 50 groupements villageois, qui ont 1926 producteurs, dont 674 hommes et tout le reste ce sont des femmes. Souvent, ce sont les femmes qui se constituent en groupements de base dans la région de Kolda ; ensuite, des hommes viennent négocier leur

adhésion au groupement. Certains groupements comprennent uniquement des femmes, et certains ont une minorité d'hommes. Les femmes sont plus actives, et nous avons plus de résultats avec les femmes ; elles remplissent mieux les missions qui leur sont confiées, elles donnent plus de satisfactions pour la gestion, alors que nous avons souvent des litiges à régler avec les hommes.

- L'alphabétisation des adultes est de plus en plus rare au Sénégal.
- Pour ce qui concerne le matériel agricole pour le travail de la terre, nous en subventionnons la moitié, et donc nous demandons aux membres des groupements de payer la moitié du prix. Pour cela, les femmes recherchent des balais ou des fruits sauvages pour les vendre en ville.

■ **Adama N'Dongo :**

- Vous avez parlé de 1 hectare par famille agricole : est-ce que cela suffit aux besoins de la famille ?
- Est-ce que vous pensez étendre votre action dans d'autres régions du Sénégal, pour leur faire profiter de votre expérience, ou pour faire des échanges d'expériences ?



Omar Mané :

Dans le cadre du projet initial, nous devions emblaver 130 ha la première année. Au sein de Ninnaba, nous avons pu grâce à certains critères faire augmenter cette surface à 155 ha. Par ailleurs, les gens voulaient 2 ou 3 ha par famille, mais nous avons préféré partir avec un grand nombre de membres, donc

nous n'avons donné que 1 ha par ménage. Ninnaba n'est pas une ONG, mais une association qui est partie de ses 50 groupements membres, dans la région de Kolda ; nous avons par ailleurs quelques groupements qui souhaitent adhérer et dont nous n'avons pas encore validé l'adhésion. Nous n'avons donc pas la volonté d'aller dans d'autres régions du Sénégal. Un groupement comprend 20, 50 ou 100 membres ; c'est le groupement qui adhère à Ninnaba, et qui paie pour cela une caution.

■ **Michel Pinel :** Bravo pour cette opération réussie : Il y a une amélioration des rendements, une augmentation du nombre de membres de l'association...

- Je voudrais savoir si la production sert uniquement à la consommation des ménages producteurs, ou bien s'il y a une vente sur les marchés, ou une transformation des produits pour la vente ?
- Au niveau des aides, on a bien compris le rôle d'AVSF et le soutien des autorités locales ; mais est-ce qu'il y a d'autres soutiens qui viennent du gouvernement, ou d'autres structures, qui permettent d'amplifier votre action ?
- Est-ce qu'il y a d'autres productions que vous pourriez envisager pour la sécurité alimentaire ?



Omar Mané :

La production est consacrée à l'autosuffisance alimentaire. Mais si elle est importante, certains en vendent une partie au marché pour payer par exemple la scolarité des enfants.

Concernant d'autres soutiens, nous avons collaboré précédemment avec d'autres structures, mais pas sur la longue durée, et pas dans le domaine de l'agriculture. L'Etat nous conseille, mais ne nous fournit pas de semences ou d'autres intrants ou équipements.

■ **Thierry Chasles :**

- Est-ce que les aides que vous recevez sont des dons à l'association ? Ou bien est-ce que les membres remboursent pour ce qu'ils reçoivent, ce qui permettrait de constituer une caisse en interne et de multiplier les actions ?
- Comment est animée votre association, y a-t-il des animateurs permanents ?



Omar Mané :

Dans chaque village, nos activités sont confiées à des comités de gestion. Pour ce qui concerne la distribution des semences, des intrants, Ninnaba traite avec ces comités qui ont des outils de gestion, et ce sont eux qui donnent aux ménages ce qui leur revient. Ensuite, ils nous informent, et nous faisons

des rapports pour AVSF. Nous avons aussi des animateurs dans chaque village, et des animateurs dans chacune des 5 zones pour l'encadrement ; ces 5 animateurs sont appuyés par l'animateur principal recruté par AVSF pour le projet.

Les animateurs de zone permettent de mieux contrôler les opérations, parce que quand l'Etat distribuait des semences ou des engrais dans le passé, il n'y avait pas de dispositifs de contrôle, et les gens qui étaient chargés de faire les distributions en gardaient souvent une partie pour les vendre à leur profit ou pour les utiliser eux-mêmes.

Nous, nous avons mis des garde-fous pour que les engrais ou les semences aillent aux personnes concernées : Nous faisons des vérifications pour contrôler que les produits sont arrivés chez les gens.



Bruno CRAS :

Maintenant, je vais donner la parole à Paulin Hyac, qui va vous emmener à Madagascar.



Paulin Hyac, coordinateur AVSF à Madagascar.

Bonjour Mesdames et Messieurs. Je suis le coordinateur national des activités d'AVSF à Madagascar. Il y a quelques années, quand j'ai débuté à AVSF, je ne m'attendais pas à ce qu'un jour je me retrouve devant l'Assemblée générale de l'association. C'est un grand honneur pour moi d'être là aujourd'hui, et je remercie les organisateurs et en particulier le Président d'avoir fait appel à moi. Dans mon intervention, je vais vous emmener visiter Madagascar, non dans sa diversité touristique, mais dans les aspects de sa sécurité alimentaire, et je vais essayer d'exposer les actions d'AVSF, et dire comment elles contribuent à assurer la sécurité alimentaire.

Je vais vous présenter le contexte général, mais aussi celui des zones d'intervention ; les résultats obtenus ; et les perspectives actuelles pour démultiplier notre action à grande échelle.

A Madagascar, AVSF intervient sur plusieurs thèmes :

- La gestion des ressources naturelles, l'agro-écologie, l'aménagement des terroirs, l'intégration agriculture – élevage, et la diffusion de nos micro-réalisations.
- L'amélioration de l'élevage, et l'apport de services de proximité en santé animale.
- L'appui aux organisations paysannes pour mieux valoriser leurs produits, par des certifications, et le commerce équitable en particulier.

Parmi ces thématiques, nous avons choisi de vous présenter 2 projets d'AVSF, qui concernent :

- La diffusion des techniques d'agro-écologie, dans la région du lac Alaotra, au Nord-est de la capitale, et
- la diffusion des systèmes de micro-irrigation, dans la région Analamane, c'est-à-dire non loin de la capitale. Le premier projet est financé par l'AFD, et le deuxième par le Fonds COOPERNIC qui en a confié la gestion au FIDA.

A Madagascar, le secteur agricole est crucial, car 80% de la population est paysanne, et la production agricole représente 23% du PIB. Pour le riz, dont Madagascar est un gros consommateur, nous sommes autosuffisants à 90%, mais cela n'empêche pas que la sécurité alimentaire demeure un problème difficile à résoudre dans le pays. Le seuil de pauvreté se situe à 167 Euros, et on estime qu'en milieu rural 82% de la population est en-dessous de ce seuil, avec une malnutrition fréquente. Dans notre zone d'intervention du lac Alaotra par exemple, le revenu moyen est de 45 Euros, c'est-à-dire très en dessous du seuil.

L'agro-écologie dans la région du lac Alaotra : Pour ceux qui connaissent Madagascar, la région du lac Alaotra se caractérise par des paysages de rizières et de zébus : c'est l'un des "greniers à riz" du pays. Et pourtant, dans cette région, les paysans endurent une longue période de soudure, de 6 à 8 mois, voire plus, et la question de la sécurité alimentaire se pose en termes de quantité de nourriture, et de qualité pour assurer un développement normal de l'organisme humain. Vous savez peut-être que Madagascar connaît une situation de chaos politique qui a entraîné une aggravation de la pauvreté, et les familles ont tendance à réduire le nombre de repas par jour.

Face à cette situation, AVSF a centré ses interventions sur la diffusion des techniques "d'agro-écologie", avec pour objectif une amélioration de la production et des revenus.

L'évaluation de notre action après quelques années d'intervention a permis de montrer que 600 exploitations agricoles ont été accompagnées et ont adopté les techniques d'agro-écologie. On a montré aussi que 400 familles ont aussi adopté ces techniques, en constatant les résultats obtenus par leurs voisins.

L'intervention d'AVSF se situe à 3 niveaux :

- Formation, et adoption des techniques par les paysans.
- Approche au niveau global de l'exploitation.
- Appui au niveau du terrain. L'activité d'appui concerne actuellement 12 villages qui représentent 1000 familles. Il y a aussi un 4^{ème} niveau d'intervention, transversal : C'est tout ce qui se fait en élevage, avec les services de proximité en santé animale, qui touche environ 1700 éleveurs.

Les résultats obtenus, selon nos évaluations, sont des augmentations de rendements de 40% en riz pluvial, et de 35% en riz à irrigation aléatoire. Nous avons proposé aux paysans des semences "poly-aptitudes", adaptées aux situations de sécheresse ou d'humidité, qu'ils sèment en poquets.

Nous avons constaté, après notre intervention, que 87% des paysans ne pratiquaient plus la "vente verte", c'est-à-dire la vente sur pied par anticipation sur la récolte. Avec les périodes de soudure très longues, les paysans étaient obligés pour survivre de vendre leur riz sur pied, et à la récolte ils n'avaient plus rien. Le fait de les avoir accompagnés sur la diversification et sur l'amélioration de leur production, leur a permis de mieux assurer leurs besoins alimentaires et donc d'abandonner majoritairement la pratique de la vente sur pied.

La période de soudure, grâce aux changements apportés dans les systèmes de production paysans, a été diminuée et n'est plus que de 1 à 4 mois : 40% des paysans sèment maintenant à sec et récoltent en pleine période de soudure, selon une méthode que nous avons proposée aux paysans et qu'une bonne partie d'entre eux a adoptée. Les paysans ne se mettaient à semer qu'une fois la pluie arrivée, en commençant à semer les terres basses irrigables, et en montant ensuite sur les terres des collines où ils n'avaient pas le temps de semer des surfaces suffisantes. Nous leur avons proposé de commencer leurs semis sur les terres des collines, une quinzaine de jours avant l'arrivée normale des pluies, avec des semences à cycle court; ainsi, quand la pluie arrive, ils ont largement le temps de finir les semis dans les terres basses ; et les variétés semées sur les collines leur permettent de récolter pendant la période de soudure, à un moment où le prix du riz est élevé : ils peuvent ainsi vendre une partie de leur récolte, et en consommer une partie.

Nous leur avons aussi proposé de nouvelles cultures de saison, de contre-saison, du maraîchage, des petits élevages dont la production

contribue à diversifier leur alimentation en protéines, et à améliorer leurs revenus par la vente. Nos études technico-économiques ont montré que les marges brutes ont été nettement améliorées pour le riz, pour le maïs, pour la pomme de terre.

Nous avons aussi appuyé les associations paysannes locales, et en particulier une coopérative qui a développé la production de riz rose pour pouvoir exporter vers les Etats Unis et pour laquelle nous avons assuré un encadrement technique des producteurs.

La micro-irrigation dans la région d'Analamanga : Dans cette région d'Analamanga, près de 50% des revenus des paysans sont issus du maraîchage, mais la zone manque souvent d'eau alors qu'elle est primordiale dans cette production : les conditions climatiques varient beaucoup d'une année à l'autre.

Nous avons donc choisi de diffuser la technique de micro-irrigation par le goutte à goutte, avec un matériel à faible coût.

Nous avons mis en place un réseau de distribution partant des fabricants de matériel, avec des vendeurs et des technico-commerciaux qui assurent l'encadrement technique des paysans utilisateurs. Et nous avons combiné cet encadrement technique avec la préconisation de techniques agro-écologiques.

L'objectif fixé par le FIDA était de toucher ainsi 10 000 familles, et nous en touchons actuellement 9 000 qui ont adopté ces kits de micro-irrigation. Au départ du projet, le matériel était importé d'Inde. Mais nous avons adapté ce matériel au contexte malgache, et actuellement 90% est produit par deux fabricants malgaches que nous avons accompagnés ; le coût du matériel a été réduit de 20%. Et 50 distributeurs vendent le matériel dans différentes régions.

Avec ce matériel, on économise l'eau utilisée, et l'on peut irriguer 5 à 6 fois plus de surface avec la même quantité d'eau. Par ailleurs, il y a un gain de temps pour le paysan car il suffit de remplir le réservoir d'eau et d'ouvrir les vannes pour que l'arrosage se fasse tout seul quand les tuyaux sont positionnés ; le paysan n'est plus contraint de faire appel à de la main d'œuvre extérieure. Les gains de marges peuvent atteindre 70%.

Mais la question qui se pose à nous est : comment faire une diffusion de cette technique à plus large échelle, alors qu'il est difficile de trouver de nouveaux financements pour ce matériel ?

Nous pensons qu'il faut une volonté du Ministère de l'Agriculture de Madagascar pour développer la micro-irrigation et l'agro-écologie. C'est pourquoi AVSF fait actuellement partie d'un groupe de travail du Ministère qui élabore le document PSA (Politique sectorielle agricole), et nous espérons que ces deux techniques seront incluses dans le PSA.

En 2008, des efforts avaient été faits par le précédent gouvernement, qui a mis en place des services agricoles, car ces services sont nécessaires pour développer l'agriculture. Mais les services ne résolvent pas tous les problèmes : les paysans ont besoin de services de vulgarisation, mais aussi de transports, de subventions, de financements...

A partir de 2011, les bailleurs de fonds ont décidé de mettre en place des FRDA (Fonds régionaux de développement agricole) qui financent les investissements identifiés par les paysans. Pour l'instant, ce sont de premières opérations pilotes qui sont financées par les FRDA, mais elles devraient se développer à partir de cette année et nous espérons que certaines se situeront dans nos zones d'intervention.

Une question incontournable quand on parle d'agriculture paysanne est celle de la sécurisation foncière. A Madagascar, l'Etat a mis en place en 2005 une nouvelle politique à ce sujet, en décentralisant la question au niveau communal : Les communes mettent en place des Guichets fonciers communaux aptes à délivrer des certificats fonciers qui ont plus ou moins la même valeur que les titres fonciers, qui s'obtiennent en un temps très court, et qui sont moins chers pour les paysans.

Voilà, j'en ai fini de mon intervention. L'agro-écologie et la micro-irrigation sont constitutifs de notre action à Madagascar. Les paysans ont encore besoin d'appui, et du soutien des dirigeants et de nous tous. Merci de votre attention.

(Applaudissements)

Questions des 4 intervenants et réponses de Paulin Hyac

■ **Bruno Cras** : Merci Paulin. Je vais demander à nos 4 personnalités de poser des questions et de faire des suggestions. Qui veut prendre la parole ? Princesse, je vous donne la parole.

■ **Princesse Kamatari** : Une observation et deux questions. Bien sûr, félicitations, c'est vraiment très très bien, cela prouve que nous sommes capables de prendre nous-même notre vie en mains. Je voudrais vous adresser un super-bravo pour la micro-irrigation, qui est un enjeu formidable ; si tous les pays pouvaient faire la même chose, ce serait génial. J'en viens à mes 2 questions.

- Pourquoi cette pauvreté endémique ? On dit que l'Afrique est un continent magnifique, mais finalement c'est toujours la même question que l'on se pose : Pourquoi cette pauvreté ?

- L'autre question c'est : Pourquoi toujours plus de riz ? J'ai l'impression qu'en Afrique il y a une exploitation intensive du riz, les Africains ont tous tendance à cultiver le riz, même au Burundi...

■ **Adama N'Dongo** : Félicitations également. Mais il y a une chose que je ne comprends pas : Vous nous avez dit que 80% de la population malgache se situe dans les zones rurales, et vous vous êtes concentrés, si j'ai bien compris, sur une intervention dans la zone urbaine, près de la capitale ?

■ **Bruno Cras** : Il faut laisser répondre Paulin, sinon il va être obligé de noter toutes les questions et ça va être difficile.



Paulin Hyac :

Pourquoi cette pauvreté endémique en Afrique ? Il est vrai qu'on a pas mal de problèmes : faisabilité technique, niveau d'instruction, manque d'accompagnement... Si on veut appuyer les paysans, il faut les mettre au centre des activités, pour solutionner leurs approvisionnements,

leur désenclavement, leur capacité technique. Par ailleurs, à Madagascar, depuis 1995, suite aux politiques de restrictions budgétaires, il y a eu un désengagement de l'Etat qui a laissé carrément les paysans dans leur coin. Heureusement, il y a eu les projets de développement qui ont pu prendre le relai. Et plus

récemment, nous avons constitué avec les ONG qui développent l'agro-écologie une "task force" qui a sensibilisé le Ministère de l'Agriculture à cette approche ; les bailleurs de fonds ont plaidé aussi pour l'agro-écologie, et pour la micro-irrigation. Nous espérons donc que la "Politique sectorielle agricole" mettra ces techniques en œuvre.

Pourquoi le riz ? A Madagascar, le riz fait partie des habitudes alimentaires, si l'on ne mange pas de riz on n'a rien mangé. Nous avons proposé aux paysans des diversifications pour répondre mieux à leurs besoins nutritifs, et ils les ont acceptées. Mais le riz doit rester au centre de la ration alimentaire.

Concernant la zone d'intervention pour la micro-irrigation, elle se situe dans la région Analamanga de la capitale, mais nous, nous intervenons au fin fond de la brousse, pas du tout en milieu urbain !

■ Michel Pinel :

- Est-ce que vous avez mis en place aussi un dispositif de conservation et de distribution des produits agricoles ?
- Les actions entreprises se sont faites dans le cadre de contrats passés par AVSF. Mais une fois les contrats terminés, est-ce que les paysans vont se débrouiller, ou bien est-il prévu des actions continues dans le temps ?



Paulin Hyac :

En ce qui concerne la distribution : pour les kits de micro-irrigation, au début comme je l'ai dit les matériels étaient importés, mais grâce à un financement qui n'a duré que 3 ans, alors que pour AVSF l'action devait être pérennisée. Donc nous intervenons dans la région Analamanda, mais parallèlement nous avons mis en place des activités dans les régions du Sud-Ouest, de l'Est, sur nos propres fonds. Dans ces régions, il y a donc maintenant des unités locales avec des représentants des fabricants qui distribuent le matériel.

AVSF Madagascar intervient sur des financements des bailleurs de fonds qui ne durent jamais 10 ans, mais 3 ou 4 ans. Pour pérenniser

nos actions et trouver de nouveaux financements, notre stratégie est de renforcer nos partenariats avec des organisations locales. Actuellement, dans le cadre de nos projets, nous intervenons directement sur le terrain avec nos équipes propres ; notre objectif est d'évoluer vers une assistance technique aux organismes locaux qui, eux, vont rester sur place et auxquels nous allons transférer des compétences et des savoir-faire ; cela permettrait de pérenniser les actions de terrain, même si AVSF n'est plus là par la suite.

■ **Thierry Chasles :**

- Une chose m'a un peu surpris dans la présentation. On a vu un certain nombre d'organisations importantes qui réfléchissaient -les bailleurs de fonds, l'Etat, AVSF- pour savoir où donner de l'argent pour développer l'agriculture. Mais je n'ai pas entendu parler d'organisations paysannes. Je voudrais savoir, dans toute cette chronologie du développement des productions, quel rôle ont les organisations paysannes, comment elles s'intègrent dans le développement, comment on peut répondre à leur propre demande de développement.
- Deuxièmement, sur le foncier vous avez dit que selon la loi c'étaient les communes qui étaient propriétaires des terres ou au moins qu'elles pouvaient donner des titres fonciers. Alors est-ce qu'elles ont la possibilité de vendre des titres fonciers à d'autres que les paysans de la région ? Et si oui, est-ce que c'est quelque chose qui a tendance à se développer ? Parce que sans le foncier, il n'y a pas de paysans...



Paulin Hyac :

Les organisations paysannes sont un pilier de notre intervention. Par exemple, les GSD, groupements de semis direct, se sont constitués non seulement pour recevoir des formations, mais aussi pour des achats groupés d'intrants, pour vendre leurs produits, pour trouver des financements... Par ailleurs, pour les schémas d'aménagement, nous avons identifié des structures primaires avec des leaders qui identifient les problèmes, qui organisent les activités. On a travaillé aussi avec une coopérative sur le riz rose, comme je l'ai dit.

Pour le foncier, la situation précédente consistait en une procédure très lente de délivrance de titres fonciers, avec beaucoup de corruption ; ça n'était pas accessible aux paysans car les bureaux étaient en ville. Donc la décentralisation, avec des guichets fonciers communaux et des techniciens qui délivrent des certificats fonciers, est une amélioration ; mais ils n'ont pas le droit de vendre la terre.



Bruno CRAS :

On va maintenant sortir d'Afrique. AVSF, ce ne sont pas que des projets locaux, comme on vient de le voir, mais il y a une volonté d'étendre, de passer à une autre échelle. AVSF essaie aussi que les politiques nationales s'adaptent à l'agriculture familiale. Nous appelons donc Guy Durand, qui comme je l'ai dit est

en même temps membre d'AVSF et professeur d'Agrocampus Ouest à Rennes. Il mène une action importante qui touche plusieurs pays des Andes et notamment l'Equateur.

Comme Guy remplace au pied levé un responsable agricole malien, qui n'a pu obtenir de visa pour venir en France, il ne nous présentera pas un beau visuel, mais il va s'exprimer tout simplement.



Guy Durand, administrateur AVSF, enseignant à Agrocampus Ouest, et intervenant en Equateur.

Oui, je dois remplacer quelqu'un qui malheureusement n'a pas eu son visa, ce qui montre que notre pays n'est finalement pas aussi accueillant qu'on veut bien le dire. Je vais parler avec ma casquette d'enseignant-chercheur, et vous dire

comment je me suis retrouvé dans "cette galère" des pays andins, ce qui est tout à fait agréable je vous rassure.

D'abord, je voudrais rappeler que les pays andins constituent l'un des deux berceaux d'AVSF : l'un se situe en Afrique, et l'autre dans les pays andins puisque le CICDA a commencé à travailler en 1978 au Pérou, il y a donc longtemps déjà. C'est important à comprendre.

Nous fonctionnons avec des projets, assez courts, qui se succèdent, mais nous avons une influence sur ce qui peut se passer quand **nous restons dans la durée** et que nous accompagnons longtemps les populations. Ce n'est pas dans des projets de 2 ou 3 ans qu'on arrive à faire quelque chose, mais nous sommes obligés de nous conformer à la durée des projets acceptés par les bailleurs de fonds.

Deuxième chose : dans ces pays andins, contrairement à l'Afrique, il y a une dualité très ancienne, dans le secteur agricole, il y a ce que l'on appelle classiquement **l'agriculture d'entreprise** vouée à l'exportation et un peu au marché intérieur, et qu'on oppose classiquement à **l'agriculture paysanne**. Cela marque complètement le cadre dans lequel on va se situer. AVSF a fait vœu – même si c'est un peu trop religieux comme formule – ou s'est donné comme objectif d'appuyer l'agriculture paysanne. Pourquoi ? Parce que dans ce contexte-là la plupart des économistes – auxquels je ne m'associe pas, bien qu'étant agro-économiste – pensent que cette agriculture paysanne doit disparaître, qu'elle n'est pas rentable, pas compétitive, et que l'agriculture d'entreprise est beaucoup plus performante et permet beaucoup mieux d'assurer la sécurité alimentaire. Nous, nous pensons le contraire. Mais en conséquence, ces mêmes économistes, voire même les politiques publiques, vont dire : Il faut accompagner l'agriculture d'entreprise, il faut la pousser, la renforcer ; et il faut faire une politique sociale vis-à-vis de l'agriculture paysanne pour la faire mourir doucement. Voilà à peu près les termes du débat qui anime une bonne partie des pays d'Amérique latine et en particulier les pays andins avec lesquels nous travaillons. Donc, c'est contre ce courant extrêmement fort qu'AVSF se bat, heureusement pas tout seul.

Autre chose que je voudrais préciser : le thème de la table ronde est la sécurité alimentaire. On parle effectivement de la sécurité alimentaire de ces pays, mais on parle de plus en plus de souveraineté alimentaire, et le terme est un peu différent :

- **La sécurité alimentaire** est définie par la FAO : tout le monde devrait accéder aux aliments de base à tout moment dans de bonnes conditions,
- **La souveraineté alimentaire** implique une souveraineté, c'est-à-dire une maîtrise de ce que l'on peut produire, vendre, manger et consommer sur place. Donc, là il y a vraiment quelque chose

de l'ordre de la souveraineté nationale, et en même temps de la souveraineté des populations qui s'adonnent à la production agricole et qui devraient normalement en vivre, ou au moins s'alimenter correctement. Or, on sait qu'à l'échelle mondiale les $\frac{3}{4}$ des sous-alimentés aujourd'hui sont des ruraux, paysans pour la plupart, n'ayant pas tous accès à la terre d'ailleurs. Donc, nous AVSF, nous allons soutenir cette notion de souveraineté alimentaire.

Autre remarque encore : Dans les pays andins, il y a toujours une lutte pour l'**accès à la terre**, qui n'est pas terminée. Il y a des vagues de réformes agraires, d'attributions de terres à des paysans, mais on est loin d'avoir une situation équitable dans la répartition du foncier. Des lois de réforme agraire sont encore en discussion, et il y a toujours débat autour de l'accès à la terre. Dans le cas de l'Equateur par exemple, une loi sur la terre doit être discutée au Parlement, et un de nos salariés AVSF a participé comme expert pour mettre au point les instruments possibles de cette loi.

Deuxième difficulté pour les paysans, en dehors de l'accès à la terre, c'est l'**accès à l'eau**, dans des pays où il est souvent nécessaire d'irriguer. Et là aussi, il y a une concurrence entre l'agriculture d'entreprise et l'agriculture paysanne. En Equateur, beaucoup d'entreprises font de la rose coupée pour l'exportation vers la Hollande, la France, et il y a débat pour savoir s'il vaut mieux produire des roses pour les magasins étrangers, ou de la nourriture pour satisfaire les besoins alimentaires des paysans. Comment peut-on aider les paysans à gérer la question de l'eau ? Cette question a d'ailleurs été le premier élément d'intervention d'AVSF en Equateur, et notre nouveau directeur général d'AVSF, Frédéric Apollin, en a été l'un des acteurs à l'époque.

Et puis, plus récemment, se pose la question de **la mise en marché**. Sur cette question sur laquelle j'ai travaillé récemment, il y a aussi débat au sein des décideurs des politiques agricoles : Qu'est-ce qu'on fait pour que les paysans aient accès au marché ? Est-ce qu'on doit les insérer dans les filières, et de quelle manière ? Quelles filières ? Or ces filières, en Amérique andine, sont de plus en plus dominées, comme ici en France, par l'industrie agro-alimentaire d'une part, et par la grande distribution d'autre part qui est en train de pénétrer avec une force phénoménale dans ces pays pour alimenter les marchés urbains. Derrière cela il y a l'idée que, pour développer la paysannerie, il faut développer une agriculture

de contrat avec la grande distribution ou avec l'industrie agro-alimentaire. On a été confronté à cette question, et on a essayé de voir dans quelle mesure ces contrats étaient susceptibles de permettre le développement de l'agriculture paysanne ; mais force est de constater que cela mettrait les paysans dans une situation d'insécurité qui ne leur permettrait pas de récupérer suffisamment de part de la valeur ajoutée pour se développer correctement. D'où l'idée de réfléchir à la maîtrise de la mise en marché par les paysans.

Autre remarque : l'agriculture paysanne, dans ces pays d'Amérique andine, est relativement peu reconnue par la société actuelle : on la considère comme une activité sous-développée, incapable de se moderniser. Et les paysans sont non seulement des paysans, mais en plus ils sont indigènes, ce qui représente une deuxième infériorité, ethnique celle-ci, aux yeux de la majorité.

Un des défis est donc : comment faire reconnaître l'intérêt, pour une agriculture paysanne et familiale, de se développer dans ces pays andins ? Notre hypothèse est que pour réussir cela, les paysans ont besoins d'alliances avec d'autres secteurs de la société.

Dans notre société française – on a ici un représentant de l'AFDI, il ne va pas dire le contraire – la société a porté le projet agricole. Evidemment, on va me dire qu'aujourd'hui on ne le porte plus ! Mais on l'a porté très longtemps. On a considéré que les agriculteurs étaient susceptibles de réussir leur développement, ce qu'ils ont fait d'ailleurs. Mais avec un processus contrôlé, maîtrisé en partie, de la diminution du nombre d'agriculteurs.

Nous avons fait l'hypothèse qu'en Amérique andine **de nouvelles formes de mise en marché** peuvent être des instruments pour faire reconnaître les potentialités de cette agriculture paysanne. Voilà ce qui nous a occupés en Equateur, mais aussi au Pérou et en Bolivie. Ce que j'ai fait, comme enseignant-chercheur, c'est de travailler avec des salariés d'AVSF, pour voir comment on peut former les techniciens et les ingénieurs de ces pays à renouveler leur vision de leur propre agriculture. Pour cela, il était important de développer une connaissance des systèmes agricoles locaux, très concrète, sans s'arrêter à la lecture des travaux de la FAO et des Nations Unies, et d'aller voir sur le terrain ce qui se passe.

Heureusement, il y a un certain nombre de personnes qui s'intéressent à cela. On est dans des pays relativement urbains, et les urbains eux-

mêmes se rendent bien compte qu'ils ont perdu une bonne partie de la qualité des produits agro-alimentaires qu'ils achètent pour se nourrir. Donc certains sont portés par la vision environnementale, d'autres par des soucis de santé liée à l'alimentation, et l'on voit se développer des mouvements urbains souhaitant une autre manière de manger, et autre chose que l'offre de l'agro-industrie.

On va donc regarder ce qui existe en matière de marchés et de **circuits courts** : est-ce que c'est reproductible ? est-ce que c'est à améliorer ? On fait des observations, des analyses, des quantifications. Par ailleurs, on travaille sur l'accompagnement d'organisations paysannes qui portent des circuits courts de commercialisation, qui essaient de valoriser leurs savoir-faire et leurs produits auprès des communautés locales d'une part, et auprès des urbains qui recherchent des produits de qualité d'autre part.

Je rajoute un autre élément : c'est le mouvement **du commerce équitable**, qui s'est développé ici en Europe : certains consommateurs sont prêts à consommer un produit dont on sait dans quelles conditions il a été produit, et dont on sait qu'il permet le développement de populations paysannes défavorisées. Nous avons essayé de mesurer l'ampleur de ce mouvement, et de voir l'impact du comportement des consommateurs européens, français, sur le développement des systèmes paysans dans ces pays. AVSF a été de ceux qui ont accompagné ce mouvement du commerce équitable en France, et on peut dire qu'AVSF a été à l'origine du commerce équitable en France pour ce qui est de Max Havelaar.

Sur cette question de l'accès au marché, il faut aussi considérer **l'aide alimentaire** : Dans beaucoup des pays d'Amérique Latine, les politiques d'aide alimentaire se sont mises en place au fil des années, et l'aide passait dans un premier temps par le transfert de nos surplus en céréales qui étaient distribués aux populations nécessiteuses. Maintenant, on commence à prendre conscience des possibilités d'un approvisionnement local pour cette aide alimentaire, essentiellement orientée vers les repas dans les écoles, pour les femmes enceintes et les populations fragilisées. Les organisations internationales et les pouvoirs politiques nationaux commencent à réorienter les approvisionnements de l'aide alimentaire vers la production agricole locale. Mais dans ce cas, le plus facile est d'aller chercher les grosses entreprises agro-alimentaires existantes. Il y a donc tout un travail à faire aujourd'hui par AVSF, avec d'autres ONG,

pour essayer de voir dans quelle mesure ces achats publics peuvent être redéfinis, et réorientés vers les organisations paysannes, donc vers les producteurs familiaux, de façon à stimuler l'offre de produits de qualité et à revenir à des modes d'alimentation plus équilibrés.

Tout ça est en jeu aujourd'hui : réorganiser les circuits commerciaux, favoriser les circuits courts. A l'échelle internationale, nous sommes actuellement dans des mouvements de décentralisation du national vers les régions, et les collectivités territoriales sont de plus en plus impliquées. Il y a donc un travail à faire en liens avec les collectivités concernant les politiques d'achats publics. Il faut aussi structurer les organisations paysannes pour les rendre capables de fournir les produits, et de répondre aux appels d'offres. Je pense par exemple au quinoa dans la région du Chimborazo : l'organisation paysanne a d'abord été orientée vers le commerce équitable, ce qui lui a permis de se renforcer, et elle est aujourd'hui en capacité de fournir les achats publics dans ce cadre.

Ce que l'on a fait, c'est d'identifier tous ces systèmes à la demande du Ministère de l'Agriculture de l'Equateur, poussé par les engagements pris par le Président de la République récemment élu, puisque la nouvelle Constitution fait référence à la souveraineté alimentaire nationale.

Il faut donc mettre les moyens pour que les principes deviennent réalité, d'autant qu'il y a eu une loi sur ce point en 2009, mais il faut des instruments pour que cette loi soit mise en œuvre. En 2009-2010, à la demande du Ministère, nous avons donc répertorié tous les systèmes de vente directe et de circuits courts, nous les avons quantifiés, et nous avons fait connaître toutes ces expériences qui ont ainsi été rendues visibles, pour qu'elles alimentent le débat public.

AVSF ne se limite pas simplement à réaliser des études : à la base, elle accompagne ces expérimentations de marchés paysans et de marchés urbains où les paysans viennent vendre ; elle accompagne aussi la mise en place d'achats publics. Comment ? Dans un premier temps, par un travail avec le Ministre de l'Agriculture de l'Equateur, et dans un deuxième temps dans le cadre d'un projet européen de "recherche pour le développement" : Démarré en 2011, ce projet réunit plusieurs acteurs de 3 pays andins (Bolivie, Pérou et Equateur) : Des organisations paysannes, des ONG, et des universités. 4 thèses de doctorat sont en cours, de même que des travaux menés par

des étudiants en Master, ce qui permet de contribuer à la formation d'une nouvelle génération d'agro-économistes qui vont être capables d'aller observer de près la réalité.

(Applaudissements)



Bruno CRAS :

Avant de donner la parole à nos 4 intervenants, je vais la donner à Madame Koukoui, de Cités Unies France.



Constance Koukoui, de Cités Unies France.

Bonjour à tous. Je représente les Collectivités françaises qui entretiennent des relations avec des Collectivités étrangères, en particulier africaines.

Je voudrais remercier les 3 intervenants et AVSF car les questions qu'ils ont abordées concernent les Collectivités françaises qui entretiennent des relations avec des Collectivités sahéliennes ou malgaches, et qui ont eu à travailler sur ces questions de sécurité et de souveraineté alimentaire, qu'il s'agisse de situations d'urgence ou de volonté de s'inscrire dans le moyen et le long terme. En 2009, AVSF a été associé à un travail sur l'alimentation, sur le développement rural et sur le pastoralisme, dans les relations entre collectivités françaises et africaines.

Dans les exposés précis que les deux premiers intervenants ont présentés, mais aussi dans les exemples que vous avez donnés concernant les pays andins, on voit bien que les alliances – ce mot est très fort – sont fondamentales parce que les organisations paysannes et les Etats ont besoin d'un pallier que l'on oublie parfois et qui est constitué par les autorités locales, déconcentrées ou décentralisées. Ces alliances sont fondamentales parce qu'elles permettent aux agriculteurs de pouvoir sécuriser un certain nombre de ressources, et de faire pression : L'accès à la ressource en eau notamment ne peut pas être confortée sans eux ; la sécurisation foncière dépend d'eux aussi. Il est facile de faire des projets, mais si le foncier n'est

pas sécurisé, c'est extrêmement aléatoire. Les collectivités locales françaises sont souvent confrontées à ces questions-là, qui se sont déjà posées chez nous.

Il faut aller sur le terrain pour voir des projets comme ceux qui ont été présentés, pour comprendre ce que veulent les agricultures familiales, mais aussi ce dont elles dépendent. Cette dimension, qui n'apparaît pas forcément dans les ouvrages ou les propos officiels, c'est en fait la dimension culturelle de la coopération. On aura beau mettre en place tout ce qu'il faut pour un développement, la relation culturelle est fondamentale.

Merci pour ces présentations. A Cités Unies France, nous avons proposé d'apporter une contribution aux débats sur la manière dont la coopération décentralisée essaie de répondre aux enjeux. Elle ne le fait pas seule, mais avec des institutions telles que la vôtre. Nous pouvons y arriver dans le respect de ce que sont les agriculteurs et de ce qu'ils veulent.

Questions des 4 intervenants et réponses de Guy Durand

■ **Bruno Cras** : Merci pour votre intervention. Je reviens à nos intervenants, qui ont sans doute des questions à Guy Durand.

■ **Michel Pinel** : Je suis d'accord avec ce qu'a dit Guy Durand concernant la mise en marché. Mais en Bretagne, il y a 50 ans, l'agriculture était pauvre et l'agro-alimentaire peu développé, et aujourd'hui la région est le premier bassin agro-alimentaire en France. Je pense que pour développer la mise en marché il y a des notions de quantité, de qualité, de conservation, de conditionnement, de marketing, de logistique..., et ceci ne peut venir que s'il y a un volume de production suffisant. On a vu de beaux exemples d'actions locales, d'actions pilotes, qui peuvent servir d'exemples pour les voisins. Mais les actions locales pourraient peut-être avoir une dimension régionale de façon à atteindre une taille suffisamment critique pour que la région et le pays bénéficient de cette dynamique qui est en train de se mettre en place ?



Guy Durand :

Il m'est toujours difficile de répondre à Michel Pinel parce que nous n'avons pas complètement la même lecture de ce qui s'est passé en Bretagne.

■ **Bruno Cras :** Enfin une polémique

■ **Michel Pinel :** Aujourd'hui, on parle d'agriculture écologiquement intensive, et on est tous d'accord pour dire qu'il y a eu des erreurs. Mais ceci ne veut pas dire que tout était négatif.



Guy Durand :

Ce que l'on présente comme la success story bretonne s'est réalisé certes, mais avec beaucoup d'essais-erreurs, beaucoup de tâtonnements, et on n'est pas passés instantanément à de grosses unités telles que celles que l'on observe aujourd'hui.

Dans les pays andins, on est face à des initiatives qui, au regard de ce qu'on observe en Bretagne, nous paraissent microscopiques. Mais je crois qu'il y a une dynamique qui se crée, un apprentissage qui se fait. Aujourd'hui, ce qu'on observe, c'est que progressivement des initiatives appuyées ou non par des ONG, par des urbains, se font jour. On va insister sur la qualité des produits, avec laquelle on peut récupérer plus de valeur ajoutée. On reconnaît aussi le savoir-faire des paysans. A Piura, dans le nord du Pérou, il y a des réussites qui sont proches de celles du modèle breton. A côté de ça, vous avez des petits marchés qui se développent, avec une incidence sur le développement local extrêmement importante.

Donc, je n'ai pas d'à priori sur ces réalisations. Ce qui compte d'abord, c'est de les faire connaître, d'en comprendre les mécanismes, et d'accompagner les initiatives entrepreneuriales. Il faut aussi mettre à l'agenda politique les questions que cela pose : Quel type de développement local et régional souhaite-t-on ? Comment gère-t-on les ressources ?

J'ai cité le cas de l'eau tout à l'heure, avec la très forte opposition qui existe aujourd'hui entre les entreprises de production de roses

coupées pour l'export, et les paysans qui ont un marché local parce que la capitale, Quito, est tout près de là. Je fais l'hypothèse que les paysans qui approvisionnent la ville de Quito sont plus durables que de grosses entreprises de roses qui peuvent se casser la figure du jour au lendemain. Bien sûr, on a besoin des devises de l'exportation des roses, mais ces devises qui reviennent dans le pays ne représentent qu'une part infime de l'argent qui se brasse dans le marché de la rose jusqu'au consommateur européen, et ça n'a guère de retombées en termes de développement régional et local, ou très peu.

■ **Bruno Cras** : Il y a encore des questions ?

■ **Adama n'Dongo** :

Oui, une à Guy Durand. Pour préserver l'exploitation familiale, est-ce que les organisations paysannes peuvent demander aux gouvernements une certaine forme de protectionnisme ?

■ **Guy Durand** : oui.

(Rires)

■ **Thierry Chasles** :

Vous avez parlé de reconnaissance des paysans : cela me paraît fondamental. Chez nous, je connais pas mal de jeunes fils d'agriculteurs qui sont attirés par la ville pour des questions de revenus, mais pas uniquement : ils se sentent tellement dévalorisés par rapport au reste de la population qu'ils ne veulent plus rester. Or on a besoin d'eux dans le pays.

Vous avez aussi parlé d'accès au foncier, et de choix entre exploitation familiale et agriculture de type industriel. Là aussi, nous avons chez nous de gros conflits sur ces questions. Dans l'accès au foncier, faut-il favoriser les exploitations familiales ou les grandes exploitations ? Par ailleurs, on peut avoir la volonté de mettre en place et de soutenir politiquement des filières de production et de transformation, de créer une AOC, une interprofession. Mais s'il n'y a pas une justice indépendante pour condamner ceux qui fraudent, ça ne peut pas marcher.

■ **Princesse Kamatari** :

Je voudrais dire que j'adhère tout à fait à ce concept de souveraineté alimentaire qui me semble essentiel. Je voudrais également attirer l'attention d'AVSF sur l'organisation des paysans, qui doivent se regrouper de plus en plus parce qu'en face arrivent des gens pour vendre les terres

et planter du riz ou autre chose. Finalement, il y a des paysans jetés à la rue parce que des gouvernements, des businessmen veulent la terre. Il faut une sensibilisation de plus en plus forte des paysans pour mettre en place cette souveraineté alimentaire, et pour que la mission des paysans soient reconnue.



Bruno CRAS :

Merci. Avant de donner la parole à la salle, je voudrais demander à M. Pougnaud, qui nous fait l'honneur d'être là et qui représente le Ministère des Affaires Etrangères et Européennes, de prendre la parole.



Pierre Pougnaud, Ministère des Affaires Etrangères et Européennes.

Je vous remercie. Mon intervention ne sera pas seulement de caractère institutionnel. Tout d'abord, je voulais remercier AVSF non seulement pour avoir pris l'initiative d'organiser cette réunion, mais surtout pour l'action qu'elle mène depuis des décennies.

C'est le type même de l'action qui, sous des dehors modestes, apporte une réelle valeur ajoutée et peut être prise en modèle de ce qu'on peut faire sans se substituer au pouvoir de décision des acteurs de terrain.

Je m'associe à ce que Pascal CANFIN a dit dans sa lettre à AVSF ; c'est d'ailleurs un signal intéressant d'avoir un ministre chargé du Développement plutôt que de la Coopération. Non pas que la coopération ne porte pas des valeurs intéressantes, mais je pense qu'il y aura une approche qui tiendra encore plus compte du caractère partenarial du développement.

Alors, j'interviens en quelques minutes au titre du MAEE, mais j'ai d'autres collègues du Ministère dans la salle qui auraient pu le faire, notamment Raymond Sabatier qui s'est beaucoup occupé de soutenir la coopération décentralisée et qui pourrait dire des choses semblables à ce qu'a dit Constance Koukou.

Je voudrais faire part de mes commentaires sur ce qui a été dit, à

la fois parce que le MAEE s'y intéresse, et parce qu'il peut faciliter la prise en compte des dimensions territoriales de la coopération décentralisée pour nos affaires essentielles de sécurité et de souveraineté alimentaires – les deux termes ne sont pas antinomiques, ils sont complémentaires-.

Je voudrais aussi vous dire un mot d'un "think tank" qui s'appelle "Global local forum" co-animé par Juliette SOULABAILLE, qui en est une des fondatrices. Il est présidé par une personnalité africaine, Abdoulaye SENE qui a été président de la région de Fatick au Sénégal et qui est actuellement président de la Commission du Développement et de la Coopération à l'Assemblée Nationale du Sénégal. Ce "think tank", le 17 avril dernier, a présenté la livraison annuelle de sa revue sur ce sujet. On n'a pas épuisé ce thème du rôle des collectivités territoriales dans le développement, mais il était intéressant d'avoir rassemblé dans un même document différents aspects de la question.

Depuis 4 décennies de politique de développement, on a beaucoup privilégié les grandes politiques sectorielles descendantes et les micro-projets. Mais cela ne suffit pas : entre les deux, il y a la structuration territoriale des initiatives. Un certain nombre de pays, notamment africains, et aussi en Amérique latine, ont choisi leur modèle de décentralisation, qui peut avoir des défauts, mais il ne faudrait surtout pas "jeter le bébé avec l'eau du bain" comme le font certaines ONG qui ne tiennent pas compte des dirigeants des pays où elles interviennent.

Chez nous, les interprofessions, les élus locaux et la paysannerie ont fait cause commune pour obtenir un certains nombres de résultats.

Donc, je crois qu'il est très important de bien intégrer les pouvoirs locaux quand, bien sûr, ils sont émergents. Et nos coopérations décentralisées doivent non seulement se conformer aux orientations des pays, mais aussi essayer de faire surgir des stratégies de filières, des complémentarités entre rural et urbain, des réflexions sur le stockage et la mise en marché au niveau local. Donc, plaidoyer pour le territoire et pour le dialogue des territoires. Territoires, terroirs, ce sont des mots qui reviennent souvent dans notre langage, dans nos pays, et qui doivent se retrouver dans les autres pays. L'approche territoriale, c'est peut-être la meilleure approche contre la "pensée unique" avec ses effets dévastateurs y compris dans le domaine du développement.

L'autre point sur lequel j'ai une intime conviction, c'est qu'un certain nombre de pays ont pris en main leur destin. Quand je vois l'évolution de ce qui se passe en Afrique sub-saharienne, quelques fois sur le mode transfrontalier – on parlait de la Casamance, on pourrait parler d'autres régions du Sénégal – ou sur le mode régional dans le cadre de la CEDEAO, on s'aperçoit qu'il y a en Afrique – je pourrais dire la même chose pour l'Amérique latine – des forces de propositions politiques, mais également des expertises qui sont très performantes et très contextualisées, qui tiennent compte des traditions du territoire.

Alors, je vous apporte avec grand plaisir un message de soutien de la part de mon Ministère. Egalement, de très profondes considérations pour vos professions qui sont à la croisée des chemins sur la question alimentaire et qui ont su beaucoup évoluer pour faire la place aux professionnels des pays en développement.

(Applaudissements)

Interventions de la salle

■ **Bruno Cras** : Alors, maintenant, c'est à vous, dans la salle, de jouer. Nous avons encore une vingtaine de minutes. Quelqu'un dans la salle veut-il poser une question, ou donner une réflexion ? Je vous demanderai de vous présenter.

■ **Georges d'Andlau, Président de la Plateforme française du Commerce Equitable**

D'abord, félicitations à AVSF pour l'organisation de ces débats et ces exposés sur les actions de terrain. AVSF est un partenaire ancien et important du commerce équitable. Nous sommes en face de grands enjeux internationaux, notamment depuis l'éclatement de la crise de 2008 avec à la fois le défi alimentaire, le défi environnemental, la sauvegarde de la biodiversité, l'emploi et le développement local. Bon nombre d'organisations qui s'occupent de développement rural ont compris que l'agriculture familiale répond à ces défis. Mais il faut aussi prendre en compte un besoin d'évolution qui permette une production excédentaire par rapport à l'autoconsommation, donc il faut promouvoir des efforts de productivité.

Les témoignages qui ont été apportés montrent bien que l'accès aux technologies, aux intrants, aux équipements, joue un rôle primordial. Il y

a aussi l'accès au foncier, l'accès au marché, l'accès au crédit qui est fondamental pour financer les investissements productifs...

On a aussi souligné l'importance de l'organisation des paysans. Les organisations pourraient être à la base des régulations dont notre monde a besoin aujourd'hui pour l'organisation des marchés, pour la répartition des revenus, pour les efforts de contractualisation entre acteurs de la société civile. Ce n'est que dans ce cadre qu'on pourra envisager une pérennité du développement que nous souhaitons tous.

■ **Bruno Cras** : Je vais donner la parole à Claude Roger, président d'AVSF, qui souhaite intervenir.

■ **Claude Roger** : On a parlé de projets courts, avec 3 ans de financement, sur lesquels la majorité des actions d'AVSF sont bâties. C'est vrai et c'est faux. Les pouvoirs publics français, Ministère et AFD, nous accompagnent massivement et durablement depuis pas mal d'années sur des actions de renforcement des organisations paysannes, et sans ce soutien long nous n'existerions pas, ou alors à toute petite échelle. Je tenais à le dire.

■ **Bruno Cras** : Y a-t-il une question dans la salle ?

■ **Michel Prost** : Je suis délégué régional d'AVSF pour la Bourgogne. Dans une vie antérieure, j'ai été directeur d'une fédération de coopératives.

J'ai été étonné que dans les trois exposés que l'on a eus, le mot coopérative n'a pas été prononcé. On a parlé d'organisations paysannes, mais c'est beaucoup plus large comme terme. Quand on a parlé de la Bretagne, on n'a pas non plus prononcé le mot coopérative. Est-ce que cela veut dire que les coopératives sont assimilées à l'agro-alimentaire, et alors condamnables ou sujettes à caution ? Il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain : Pour l'accès au marché, les coopératives restent un élément essentiel.



Paulin Hyac :

Je suis tout à fait d'accord avec ce que vous dites. J'ai parlé un peu de coopérative dans mon exposé, notamment pour la production et la mise en marché du riz rose pour l'exportation aux Etats-Unis. Par ailleurs, nous avons un nouveau projet dans la partie Est de Madagascar pour l'appui au commerce

équitable, et là il s'agit de mise en marché de différents produits par des coopératives : vanille, girofle sous certification bio...



Guy Durand :

Les coopératives existent en Amérique latine mais dans certains cas elles ont mauvaise presse parce qu'il y a eu, au Pérou par exemple, une politique d'Etat sans qu'il y ait une structuration paysanne derrière ; et donc c'est un peu comme en Europe de l'Est où le mot coopérative est dévalué. Ceci

n'empêche absolument pas l'organisation paysanne, qu'il faudrait aussi questionner sur sa forme car une organisation paysanne n'est pas bonne en soi. Il faut qu'elle soit durable, qu'elle sache s'organiser, ce qui n'est pas évident : On le montre avec le commerce équitable parce qu'il travaille avec les organisations paysannes et il y a une prime de développement dont le fondement est justement d'aider à la structuration de l'organisation, sans intervenir sur la forme juridique. Mais ce qui est important c'est que ces organisations aient la capacité d'être autonomes économiquement pour avoir la souveraineté de leurs décisions.

■ **Bernard Huguies :** Je suis adhérent d'AVSF dans le Massif Central.

Il y a un mot dont je n'ai pas entendu parler dans les exposés, est-il devenu un gros mot ? C'est le mot "**syndicat agricole**". Est-ce que l'agriculture française aujourd'hui ne gagnerait pas à discuter avec les agriculteurs du Sud sur cette question d'organisation syndicale agricole qui est aussi une composante de la représentation des paysans ? Il n'y a pas que l'accès au marché, il y a aussi l'accès à la représentation et à la gouvernance.

■ **Thierry Chasles :** Aucune objection, au contraire. A l'AFDI, nous ne sommes pas une organisation syndicale en tant que telle, nous sommes une AOPP, une association d'organisations professionnelles paysannes, et nous sommes aidés financièrement par le Ministère. Notre but est essentiellement d'encourager la réflexion "de paysans à paysans". Mais à l'international, il est extrêmement difficile de trouver des financements parce que tout va aux filières verticales par produit qui peuvent rapporter. La réflexion transversale sur l'avenir des paysans eux-mêmes intéresse peu.



Bruno CRAS :

Puisque je suis chroniqueur, je voudrais maintenant faire dérouler le générique de fin, et remercier par ordre d'apparition Omar Mané, Paulin Hyac, Guy Durand, Princesse Kamatari, Adama N'Dongo, Thierry Chasles et Michel Pinel.

Et AVSF vous remercie tous de votre présence et de votre participation.



Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières

Lyon 18 rue de Gerland, 69007 Lyon

Tél. 33 (0)4 78 69 79 59 . Fax 33 (0)4 78 69 79 56

Nogent 45 bis av. de la Belle Gabrielle, 94736 Nogent s/Marne Cdx

Courriel avsf@avsf.org - **Internet** www.avsf.org

Association reconnue d'utilité publique



.....

Association française de solidarité internationale reconnue d'utilité publique, **Agronomes et Vétérinaires sans frontières** agit depuis plus de 30 ans avec les communautés paysannes des pays en développement pour résoudre la question alimentaire. L'association met à leur service les compétences de professionnels de l'agriculture, de l'élevage et de la santé animale : aide technique, financière, formation, accès aux marchés... Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières mène plus de 80 programmes de coopération dans 20 pays d'Amérique Centrale et du Sud, d'Asie et d'Afrique, au côté des sociétés paysannes pour lesquelles l'activité agricole et d'élevage reste un élément fondamental de sécurisation alimentaire et de développement économique et social.

www.avsf.org

.....



RURALTER est un programme d'Agronomes et Vétérinaires sans frontières qui appuie les initiatives de capitalisation d'expériences et diffusion de méthodologies et de référentiels technico-économiques utiles aux acteurs du développement rural, qu'ils soient techniciens d'institutions et de collectivités territoriales ou dirigeants paysans. RURALTER diffuse ses productions sous le label éditorial du même nom.

www.ruralter.org

.....